

Marty Kälin Barbara (S, ZH): Gestatten Sie mir in meiner Eigenschaft als Präsidentin der vorberatenden Kommission nur eine kurze Präzisierung zur Aussage des Kommissions-sprechers, es gehe dann zwei Jahre nichts: Wenn Sie das Geschäft heute nicht zurückweisen, geht es in die UREK zur Detailberatung an der Aprilsitzung und kommt im Sommer wieder hier in den Rat.

Wyss Ursula (S, BE): Meine Wortmeldung hat sich mit dem Votum der Kommissionspräsidentin erübrigkt. Wer schnell handeln will, der stimmt jetzt gegen die Rückweisung. Wer die CO2-Abgabe um weitere Jahre verzögern will, der stimmt für die Rückweisung. (*Unruhe*)

Präsident (Janiak Claude, Präsident): Wir stimmen über den Nichteintretensantrag der Minderheit Rutschmann ab.

Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 05.057/3102)
 Für Eintreten 132 Stimmen
 Dagegen 48 Stimmen

Präsident (Janiak Claude, Präsident): Wir bereinigen nun die Rückweisungsanträge.

Erste Abstimmung – Premier vote
(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 05.057/3104)
 Für den Antrag der Mehrheit 96 Stimmen
 Für den Antrag der FDP-Fraktion 88 Stimmen

Zweite Abstimmung – Deuxième vote
(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 05.057/3103)
 Für den Antrag der Minderheit II 92 Stimmen
 Für den Antrag der Mehrheit 91 Stimmen

Dritte Abstimmung – Troisième vote
(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 05.057/3105)
 Für den Antrag Wäfler 95 Stimmen
 Für den Antrag der Mehrheit 80 Stimmen

Vierte Abstimmung – Quatrième vote
(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 05.057/3106)
 Für den Antrag der Minderheit I 95 Stimmen
 Für den Antrag Wäfler 86 Stimmen

Präsident (Janiak Claude, Präsident): Damit haben Sie beschlossen, die Vorlage nicht zurückzuweisen. (*Teilweiser Beifall*) Das Geschäft geht zurück an die Kommission zur Detailberatung.

04.3572

Motion Hess Hans. Holz verwenden, um die Kyoto-Ziele zu erreichen

Motion Hess Hans. Promouvoir le bois pour atteindre les objectifs de Kyoto

Einreichungsdatum 07.10.04

Date de dépôt 07.10.04

Ständerat/Conseil des Etats 09.12.04

Bericht UREK-NR 16.02.05

Rapport CEATE-CN 16.02.05

Nationalrat/Conseil national 23.03.06

Antrag der Minderheit

(Schenker Silvia, Aeschbacher, Allemand, Bäumle, Marty Kälin, Nordmann, Wyss)

Ablehnung von Ziffer 2 der Motion

Proposition de la majorité

Adopter la motion

Proposition de la minorité

(Schenker Silvia, Aeschbacher, Allemand, Bäumle, Marty Kälin, Nordmann, Wyss)

Rejeter le chiffre 2 de la motion

Christen Yves (RL, VD), pour la commission: En demandant que l'effet de puits de carbone engendré par l'utilisation du bois du parc immobilier suisse soit pris en compte dans le bilan de CO2 pour l'application du Protocole de Kyoto, la motion du conseiller aux Etats Hess Hans, qui est par ailleurs président de Lignum, vise le but général de promouvoir le bois de construction que nos forêts pourraient fournir en abondance. Si le bois était pris en compte, l'industrie du bois en général, donc nos forêts, pourrait bénéficier d'un sérieux coup de pouce.

Qu'est-ce qu'un puits de carbone? La forêt absorbe du CO2, environ une tonne par mètre cube, soit par sapin de bonne hauteur. Elle constitue donc un réservoir, un puits. Lorsqu'on coupe du bois ou que du bois est brûlé dans un incendie ou encore qu'un ouragan abat une forêt entière, le CO2 s'échappe et le bois devient ainsi une source. Ce qui est déterminant, c'est le bilan. Le bois de construction utilisé dans les maisons, les meubles, etc., représente aussi un réservoir. Quand il a été coupé en forêt, c'est un puits. Quand il est démonté et évacué comme déchet, sans se substituer à de l'énergie fossile, c'est une source. Là aussi, le bilan est déterminant.

L'import/export complique encore les choses, car il faut s'assurer que le pays où l'on exporte est aussi signataire du protocole. C'est donc compliqué. Ainsi, il a été décidé de ne pas tenir compte du bois de construction dans la première période d'engagement du Protocole de Kyoto de 2008 à 2012, cette période même dont nous venons de discuter.

Le point 1 de la motion Hess Hans demande que le Conseil fédéral intervienne afin que le bois de construction soit pris en compte dans l'application du protocole, ce qui ne saurait être avant la prochaine période d'engagement, c'est-à-dire après 2012. Le Conseil fédéral propose d'accepter le point 1; il s'engage à intervenir. Le Conseil fédéral est d'ailleurs déjà intervenu dans ce sens lors des discussions qui ont eu lieu à Marrakech et il le fera encore dans le cadre des discussions en cours pour la prochaine période d'engagement. Le point 2 demande au Conseil fédéral qu'il prenne déjà aujourd'hui en compte ce bois dans le bilan de CO2 qu'il doit établir en application du protocole. En vertu de ses engagements, et des nôtres aussi, puisque nous avons ratifié le protocole lors de la session de printemps 2005, le Conseil fédéral ne peut accepter cette contrainte.

Le Conseil des Etats, qui est prioritaire, a accepté les deux points de la motion par 28 voix contre 1, convaincu que la prise en compte de l'effet de puits de carbone dans le bilan national aurait un effet incitatif, montrerait une volonté politique et pourrait servir d'exemple pour la communauté internationale. Notre pays pourrait amorcer ce processus.

La majorité de la commission partage cet avis, à savoir que la motion doit être considérée comme un tout, pour démontrer une volonté politique. Le fait de proposer, dans l'application de la législation sur le CO2, des instruments permettant la prise en compte du bois de construction et qu'un «décompte» soit établi dans le bilan national pour la période actuelle, ne signifie pas encore que nous contreviendrons au protocole, mais simplement que nous voulons prendre de l'avance. Certes, des spécialistes du droit international et ceux qui s'occupent du Protocole de Kyoto pourraient prétendre le contraire, mais nous sommes ici sur un terrain politique et nous pensons que nous ne prenons pas un très grand risque envers nos engagements.

Antrag der Mehrheit
 Annahme der Motion



Une minorité de la commission craint que l'adoption du point 2 de la motion ait pour effet de saper les mesures prises dans le cadre de la loi sur le CO2, en particulier celles que vous venez de prendre aujourd'hui. Elle craint que nous n'atteignions finalement pas nos objectifs en matière de réduction des émissions de CO2, parce que notre bilan aurait été enjolivé par la prise en compte du bois de construction. Elle pense, comme le Conseil fédéral, que cet instrument de prise en compte ne pourrait être utilisé que dans le cadre d'un accord impliquant tous les Etats signataires.

J'aimerais dire ici aux représentants des Verts et du groupe socialiste, qui voient cette proposition de la majorité comme celle d'un loup revêtu d'une peau d'agneau, qu'ils font un procès d'intention et que les milieux de l'industrie du bois en particulier sont conscients de la nécessité d'atteindre nos objectifs, quelle que soit la décision de notre conseil.

La prise en compte de l'effet de puits de carbone pour le bois de construction est un instrument primordial pour l'encouragement et le développement de l'exploitation forestière et de la filière du bois de notre pays.

Je vous demande donc, au nom de la majorité de la commission, d'adopter les points 1 et 2, soit l'intégralité de la motion.

Kunz Josef (V, LU), für die Kommission: Namens der Kommission beantrage ich Ihnen, die Motion Hess Hans anzunehmen. Mit Ziffer 1 der Motion geben wir dem Bundesrat den Auftrag, darauf hinzuwirken, dass verbautes Holz unter Kyoto als CO2-Senke angerechnet wird. Unter Ziffer 2 verlangt die Motion, dass in Anwendung des CO2-Gesetzes dafür zu sorgen ist, dass verbautes Holz in der CO2-Rechnung der Schweiz bilanzwirksam wird.

In den schweizerischen Gebäuden sind Millionen Tonnen von CO2 in Holz gebunden, ohne dass dieses in der CO2-Bilanz angerechnet werden kann. Das verbaute Holz entzieht dem natürlichen Kreislauf Kohlenstoff und fixiert diesen über Jahrzehnte in einem Depot, während im Wald durch Nachwuchs neues Kohlendioxid gebunden wird. Der nachhaltigste Nutzen von Holz im Bauwesen besteht in seiner Verwendung anstelle anderer Baustoffe, denn die Herstellung der meisten Holzprodukte benötigt markant weniger Energie als die Fertigung anderer Produkte. Durch die Energieeffizienz der Verarbeitung sinkt der Ausstoss von Treibhausgasen erheblich. Mit einem zusätzlichen Holzverbrauch von 1 Million Kubikmeter fester Holzmasse im Bauwesen könnten in der Schweiz rund 1 Million Tonnen Kohlendioxid-Äquivalente eingespart werden. Der Baumarkt ist für Holz so aufnahmefähig, dass die Senkenleistung aufgrund einer vermehrten Verwendung dieses Rohstoffes im Bauwesen gegen einen Viertel der Kyoto-Reduktionsziele zu erreichen vermöchte. An der Konferenz in Marrakesch wurde diese Problematik schon mehrmals diskutiert. Die Teilnehmer entschieden aber, dass eine Anrechnung erst für die Zeit nach 2012 in Betracht gezogen wird.

Der Bundesrat soll nun mit Ziffer 1 der Motion aufgefordert werden, für die Anrechnung verbauten Holzes unter Kyoto aktiv zu werden. In der Kommission war vor allem bei Ziffer 2 umstritten, wie im Gesetz eine Bilanz des Verbrauches und Nachwachsens der Hölzer in der Schweiz umgerechnet und angerechnet werden kann. Grundsätzlich war man sich in der Kommission aber einig, dass jede Massnahme, welche zur Steigerung des Holzbedarfs und somit zur Erreichung der Kyoto-Ziele führt, zu begrüssen sei. So ist die Motion als Auftrag an den Bundesrat zu verstehen, in diesem Sinne aktiv zu werden. Die Detailfragen müssen zu einem späteren Zeitpunkt und nicht mit dieser Motion gelöst werden.

Der Ständerat hat die Motion mit 28 zu 1 Stimmen angenommen, in der Kommission wurde Ziffer 1 der Motion mit 18 zu 1 Stimmen und Ziffer 2 mit 11 zu 7 Stimmen bei 2 Enthaltungen angenommen.

Namens der UREK beantrage ich Ihnen, beide Ziffern der Motion anzunehmen.

Schenker Silvia (S, BS): Welche Rolle das Holz in der CO2-Bilanz spielt, ist eine sehr komplexe Frage. Diese Frage hier

jetzt zu klären oder zu besprechen ist nicht sinnvoll und auch nicht angezeigt. Die Frage, über die wir heute zu entscheiden haben, ist, ob die Schweiz in ihrer Gesetzgebung betreffend Anrechnung von verbaute Holz in der CO2-Rechnung den Alleingang wählt oder ob sich die schweizerische Gesetzgebung im Austausch und im Einklang mit den Entwicklungen des Kyoto-Protokolls entwickelt.

Im Grundsatz sind sich der Bundesrat und die UREK inklusive Minderheit einig. Auch was Herr Hess in der ersten Ziffer seiner Motion verlangt, ist unbestritten. Der Bundesrat wird damit beauftragt, sich dafür einzusetzen, dass verbautes Holz im Rahmen des Kyoto-Protokolls als CO2-Senke angerechnet wird. Damit sind wir einverstanden. In seiner Stellungnahme bestätigt der Bundesrat, dass sich die Schweizer Delegation im Rahmen der Verhandlungen an internationalen Konferenzen schon mehrfach für die Anrechnung von verbaute Holz ausgesprochen hat. In diesem Sinne ist Ziffer 1 der Motion schon erfüllt. Sie können dieser Ziffer deshalb bedenkenlos zustimmen.

Ziffer 2 der Motion, also dem schweizerischen Alleingang, kann die Minderheit der UREK jedoch nicht zustimmen. Heute und bis zum Ende dieser Verpflichtungsperiode, also bis zum Jahr 2012, darf Holz im Rahmen des Kyoto-Protokolls nicht angerechnet werden. Das ist eine Tatsache, die wir akzeptieren müssen. Unabhängig von dieser Motion ist die Verwaltung daran, die Berechnungsmöglichkeiten für die Anwendung von Holz zu prüfen. Damit sind wichtige Vorbereitungen für eine rasche Umsetzung im Gange. Wenn dereinst die Möglichkeit einer Anrechnung besteht, sind wir gerüstet. Jetzt schon auf Gesetzesstufe aktiv zu werden, betrachtet die Minderheit der UREK als den falschen Weg.

Ich bitte Sie darum, gemäss dem Antrag des Bundesrates und der Minderheit Ziffer 2 der Motion abzulehnen.

Lustenberger Ruedi (C, LU): Frau Schenker, Sie haben mit dieser Jahreszahl 2012 richtig argumentiert. Sind Sie aber nicht auch der Meinung, dass man aktiv werden soll, wenn man ein Problem erkannt hat, dass man Vorbereitungssarbeiten treffen sollte, um gerüstet zu sein, wenn das Kyoto-Protokoll solche CO2-Senken dann allenfalls erlaubt, wenn auch die internationalen Gepflogenheiten es bis 2012 noch nicht zulassen, das auf Gesetzesstufe festzulegen?

Schenker Silvia (S, BS): Herr Lustenberger, ich habe gesagt, die Verwaltung sei in dieser Frage aktiv; das ist das eine. Das andere ist, dass die UREK jetzt die Gelegenheit hat, bei der Umsetzung der CO2-Abgabe wirklich voranzugehen, rasch voranzugehen. Das ist eine sehr gute und sehr effiziente Möglichkeit der Förderung der Holzverwendung.

Leuenberger Moritz, Bundespräsident: Der Bundesrat hat ja schon im Ständerat die Position der jetzigen Minderheit vertreten; er ist froh, dass ihn die Minderheit hier so eloquent vertreten hat. Eigentlich kann ich den Argumenten von Frau Schenker kaum etwas beifügen. Ich bitte Sie, sich ihrer Minderheit anzuschliessen.

*Ziff. 1 – Ch. 1
Angenommen – Adopté*

Ziff. 2 – Ch. 2

*Abstimmung – Vote
Für Annahme der Motion 80 Stimmen
Dagegen 62 Stimmen*